



## **Liminaire du SNUipp-FSU67 pour la CAPD du 13 mars 2014**

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN,

les résultats des permutations informatisées sont désormais connus... et les laissés pour compte de l'Education nationale sont cette année encore légion. Les nombreux collègues qui ne peuvent quitter ou ceux beaucoup plus nombreux encore qui ne peuvent intégrer le département sont condamnés à des situations familiales dramatiques.

Le SNUipp-FSU demande que des solutions soient envisagées afin que les collègues concernés ne soient plus contraints de choisir à leurs dépens entre leur vie professionnelle et leur vie familiale.

Cette CAPD examine également les inscriptions sur la liste d'aptitude. La transformation en postes à profil des directions entièrement déchargées remet en cause la définition de notre métier au profit de « missions ». Le SNUipp-FSU rappelle son opposition à ce type de recrutement qui a montré suffisamment souvent ses limites. Aujourd'hui encore d'ailleurs, le sentiment d'opacité des critères et de l'arbitraire des décisions ne nous quitte pas. La définition de règles équitables et leur application dans la transparence est mise à mal dans ce type de procédures, ce qui ne manque pas de préoccuper les représentants des personnels que nous sommes.

Le SNUipp-FSU n'admet pas non plus la proposition du Ministre de créer un Grade à accès fonctionnel : subterfuge à moindre coût de gratifier une poignée de personnels jugés « méritants ». Diviser pour encore mieux régner, telle pourrait être la devise alors que parallèlement le gel du point d'indice en continu depuis 2010 conjugué à la hausse des cotisations dégrade terriblement le pouvoir d'achat des fonctionnaires.

L'urgence pour nos collègues directeurs et directrices : simplifier/supprimer des tâches administratives liées à des demandes institutionnelles sans fondement pour le fonctionnement de l'école. Le SNUipp-FSU a obtenu du ministère la mise en place de groupes de travail nationaux et départementaux qui avanceront les premières pistes pour la rentrée prochaine. Nous demandons à ce que le groupe de travail départemental soit réuni au plus vite.

Parlons maintenant de l'ASH. Au vu du nombre de départ en formation dans les options E et G, on se dit que la reconstitution des RASED prendra un certain temps ! La difficulté scolaire a encore de beaux jours devant elle. Quant aux enfants déstructurés qui empêchent des classes entières de travailler et dont le comportement permanent conduit les collègues au

bord de la faute professionnelle, ils n'auront personne pour les aider à se reconstruire. Et pas davantage de place dans une structure spécialisée.

A ce propos, nous souhaitons savoir combien d'enfants ayant une notification MDPH pour un IME, ITEP ou autre sont dans les classes ordinaires faute de place.

En tout état de cause, l'objectif de Vincent Peillon de « renforcer l'action des enseignants spécialisés des RASED » semble peiner à se traduire concrètement.

Le gouvernement prévoit une réduction sans précédent de 65 milliards d'euros de dépense publique d'ici 2017, notamment pour financer le pacte de responsabilité. Les déclarations aujourd'hui démenties sur le gel des avancements montrent bien que les fonctionnaires sont une cible d'économies à tout prix. Cela est inacceptable! Cette situation ne peut plus durer, c'est pourquoi le SNUipp-FSU, avec d'autres organisations syndicales, appelle la profession à la grève le mardi 18 mars pour exiger ensemble la revalorisation de nos salaires et le rattrapage des pertes du pouvoir d'achat.

Nous intervenons également à nouveau sur la problématique du remplacement dans notre département. Nous dénonçons les conséquences de la pénurie de remplaçants tant pour les élèves et leurs conditions d'apprentissage que pour les équipes enseignantes et leurs conditions de travail. Et ce n'est pas la dotation en postes à la rentrée 2014 qui permettra un retour à la normale.

Le SNUipp-FSU67 rappelle à ce sujet que la responsabilité de l'Education Nationale, du Ministre et du Président est d'assurer la réussite de tous les élèves. En ces temps de pacte, nous voulons que cette responsabilité se traduise dans notre département par des moyens à la hauteur des besoins. Que la priorité au Primaire, à ses élèves et ses enseignants ne soient pas de simples mots dans une politique d'affichage...

Pour terminer, un petit mot sur la réforme des rythmes scolaires. La consultation organisée par la mairie de Strasbourg, grand moment de démocratie participative, n'a dupé personne. Le choix éclairé des horaires et de la prise en charge des élèves après la classe suit le modèle parisien qui, le moins qu'on puisse dire, a fait ses preuves. Le prétexte du bien-être de l'enfant a fait long feu, et le budget étriqué ouvrira les yeux des familles.

Les directeurs et directrices quant à eux, ont eu déjà le privilège d'être invités (ou convoqués) à 4 réunions de GEL – déjà une de plus qu'annoncé initialement – et viennent d'apprendre qu'il y en aura encore deux avant la fin de l'année scolaire. Inutile de préciser qu'ils ont depuis longtemps épuisé leurs heures de concertation et que c'est sur leur temps personnel qu'ils vont entendre la bonne parole. Merci pour eux.

Le SNUipp-FSU67 continue de dénoncer cette réforme qui ne peut plus dissimuler ses véritables objectifs. Le décret doit être retiré.